



DE L'INTÉGRATION

Editorial de Kevin Grangier, secrétaire général UDC Vaud, président du comité de campagne

La Suisse est souvent citée comme un exemple multiculturel dans lequel vivent quatre communautés linguistiques et deux confessions dans une sorte d'harmonie un peu mystérieuse. Une sorte de petit miracle. Malheureusement, il n'en est rien. La Suisse a trouvé son chemin à travers l'histoire en respectant un fédéralisme strict. Chacun balaie devant sa porte et évite de dire à son voisin ce qu'il doit faire. La place que prend désormais la communauté musulmane menace ce fragile équilibre.

Selon Le Larousse, l'intégration se définit comme suit : « *Faire que quelqu'un, un groupe ne soit plus étranger à une collectivité, qu'il s'y assimile* ». Ainsi, quand on invoque « l'intégration des étrangers », il s'agit en théorie d'assimiler l'étranger à l'identité suisse, qui est donc l'identité à laquelle l'étranger cherche à s'intégrer. Or, dans les faits, de plus en plus d'étrangers se communalisent et développent des sociétés parallèles plus ou moins réservées à leurs semblables (par la nationalité, la langue, la religion).

La notion d'intégration n'est pas innée à l'être humain, quelle que soit sa nationalité. Il s'y résout si nécessaire mais va dans tous les cas tenter ou privilégier une socialisation avec ses semblables. Ainsi, si une communauté nombreuse arrive à s'établir sur un nouveau territoire donné, elle va le coloniser et non pas s'intégrer à la population indigène. L'histoire regorge d'exemples.

En Europe, la majorité des pays ont réglé la question en imposant un Etat, une langue, une religion. Les Italiens en Italie, les Espagnols en Espagne. La Suisse a fait la même chose. Les Vaudois dans le canton de Vaud, les Valaisans en Valais. Les cantons bilingues de Berne et du Valais ont clairement défini les districts germanophones des districts francophones, à l'exception de la ville bilingue de Bienne dans l'arrondissement de Bienne. Dans le canton de Fribourg, seuls trois communes sont officiellement bilingues (Morat, Courtepin, Fribourg). Les autres sont soit francophones, soit germanophones.

Ainsi, la Confédération a décidé de régler la question en... prenant la décision de ne rien décider et de laisser chaque canton s'organiser comme bon lui semble. Même approche fédéraliste au sujet du rapport entre l'Etat et la religion. Ainsi, pour pouvoir vivre en paix dans un même pays, les Suisses ont donc adopté une attitude prudente.

Pourquoi un éditorial de campagne ?

Deux fois par mois et durant un an, l'UDC Vaud publie un éditorial de campagne afin de commenter l'actualité politique.

Les candidats, les membres de la direction de l'UDC ou des invités seront invités à rédiger un éditorial.

Abonnez-vous maintenant à l'adresse secretariat@udc-vaud.ch afin de recevoir directement les éditoriaux sur votre courriel.

Retrouvez tous les éditoriaux sur notre site internet www.udc-vaud.ch et sur page Facebook www.facebook.com/udcvaud

Merci de votre soutien.

L'image d'une Suisse multiculturelle telle que la perçoivent certains idéalistes n'est pas conforme à la réalité. Les Suisses se mélangent peu entre eux. Rares sont les Romands qui s'établissent et travaillent à l'est de Berne. Inversement, peu d'Alémaniques vivent à l'ouest de Fribourg.

La progression de l'islam en Suisse soulève donc de vieux démons que les Suisses ont préféré enterrer voici deux cent ans afin d'éviter l'éclatement du pays. La volonté de l'Union vaudoise des associations musulmanes d'être reconnue d'utilité publique symbolise la revendication de ne pas vouloir s'intégrer à l'identité vaudoise mais au contraire d'obtenir – voir d'exiger – des Vaudois une reconnaissance et une légitimité officielle. La démarche de l'UVAM ne vise donc pas à « intégrer » les musulmans mais, au contraire, à développer une communauté parallèle.

Fort de ce constat, quelles sont les mesures nécessaires à notre portée ?

- Premièrement, il faut partir du postulat que l'intégration des étrangers n'est plus possible à partir d'une masse critique. Si les membres d'une communauté sont trop nombreux, ils ne cherchent plus à s'intégrer mais cherchent au contraire à coloniser. La limitation de l'immigration telle qu'exigée par l'initiative UDC contre l'immigration de masse est donc une réponse appropriée pour limiter l'immigration et obtenir ainsi une intégration réussie des étrangers résidents en Suisse.
- Deuxièmement, il faut affirmer l'héritage culturel chrétien de la Suisse et donc refuser toutes les revendications d'une quelconque reconnaissance publique. Les musulmans vivant en Suisse ont le droit de pouvoir pratiquer librement et sereinement leur religion. Toutefois, au nom de notre héritage et de notre histoire, le christianisme doit toujours bénéficier d'une primauté sur les autres religions.

Face à la faible natalité en Suisse, l'intégration des étrangers est un enjeu majeur pour l'avenir de notre pays, notamment pour sa cohésion et sa sécurité. A titre d'exemple, la France expérimente depuis trop longtemps une immigration maghrébine subie et incontrôlée qui, au lieu d'épouser les valeurs de la République, à développer son propre système de valeurs basé sur les enseignements coraniques.

La Suisse n'est pas épargnée par ce développement et les enjeux qui l'accompagnent. L'UDC attend des autorités qu'elles sortent de leur léthargie et qu'elles empoignent les défis que l'intégration des étrangers nous impose. L'UDC sera au rendez-vous. Ou seront les autres partis ?